

Perspectives régionales : Europe et Asie centrale

Les synthèses régionales incluses dans les *Perspectives* présentent les grandes tendances pour les régions définies par la FAO pour mettre en œuvre son programme de travail mondial. Compte tenu de la diversité de ces régions, l'objectif des synthèses n'est pas de comparer leurs résultats, mais de mettre en évidence certaines des évolutions les plus récentes en insistant sur les réponses apportées aux défis mondiaux et sur les nouvelles tendances, et en soulignant comment ces éléments sont liés aux principaux messages des *Perspectives*. Les comparaisons proposées dans le cadre des évaluations sont généralement établies en considérant le terme de la période de projection des *Perspectives* (2033) et la période de référence 2021-23.

Au cours des dernières années, les systèmes agroalimentaires mondiaux ont subi de nombreuses secousses, notamment la pandémie de COVID-19, les conséquences de la guerre de la Russie contre l'Ukraine, les fluctuations de l'approvisionnement liées aux conditions météorologiques dans certaines régions, la hausse brutale des prix de l'énergie, une crise du coût de la vie et la forte inflation. Dans plusieurs régions, la flambée des prix des produits alimentaires a eu des conséquences sur le coût et l'accessibilité financière d'une alimentation saine, ainsi que sur la sécurité alimentaire. L'ampleur de ces conséquences varie d'une région à l'autre en fonction des ressources disponibles, de la structure économique et du niveau de développement et de revenu propres à chacune. Les synthèses présentées ici ne contiennent pas d'évaluation quantitative des impacts de ces secousses, mais reflètent les projections macroéconomiques les plus récentes, à l'heure où le monde semble retrouver la voie de la normalité. Les tendances et les problématiques exposées dans ce chapitre sont celles sur lesquelles reposent les *Perspectives* à moyen terme, en faisant l'hypothèse, en dépit des incertitudes qui subsistent, que les effets négatifs sur la production, la consommation et les échanges des carburants et des produits destinés à l'alimentation humaine et animale s'estomperont peu à peu.

Le chapitre est divisé en sept sections dans lesquelles le texte, les tableaux et les graphiques sont organisés de manière similaire pour chaque région. Une section Contexte présente les principales caractéristiques de la région et décrit le cadre dans lequel s'inscrivent les projections de la production, de la consommation et des échanges détaillées dans les sections suivantes. Chaque synthèse régionale comporte une annexe qui fournit, sur la base de modèles communs, des graphiques et des tableaux décrivant les principaux aspects des projections pour la région concernée.

Contexte

Un intérêt croissant pour la durabilité dans un environnement associé à des risques élevés

La région Europe et Asie centrale¹ comprend des pays très hétérogènes situés sur deux continents et se trouvant à divers stades de développement. Ces pays présentent des différences notables sur le plan des ressources agricoles, de la démographie et des politiques publiques. Les défis auxquels la région est confrontée sont divers. La guerre menée par la Russie contre l'Ukraine a provoqué d'importantes destructions et continue de susciter l'incertitude. Si les chaînes d'approvisionnement s'adaptent à cette situation, la prolongation du conflit suscite l'incertitude, et la transition de l'Union européenne vers une croissance plus verte et plus durable risque d'être plus lente que par le passé.

La région abrite 12 % de la population mondiale, mais cette proportion devrait diminuer d'ici à 2033 compte tenu d'une croissance démographique inférieure à 1 %. Le taux d'urbanisation est globalement élevé, et 76 % de la population devrait vivre dans les villes d'ici à 2033. La dynamique démographique varie sensiblement d'un pays à l'autre, tant en ce qui concerne la croissance que l'urbanisation, ce qui contribue aux différences en matière de demande alimentaire. En Europe occidentale et orientale, où vivent 90 % des habitants de la région, la population devrait diminuer respectivement de 0.4 % et de 0.7 % d'ici à 2033 par rapport à la période de référence 2021-23. À l'inverse, en Asie centrale, la population devrait augmenter de 12 %, ce qui représente 12 millions de personnes supplémentaires, tandis qu'en Europe occidentale et orientale, elle diminuerait de 4.3 millions de personnes. L'Asie centrale ne continuera d'abriter que 11 % de la population de la région d'ici à 2033. Elle est en outre moins urbanisée ; 52 % de sa population devrait vivre en milieu urbain d'ici à 2033, contre 48 % pendant la période de référence 2021-23.

Le revenu annuel moyen par habitant dans la région, 27 800 USD en USD constants de 2010, est plus de deux fois supérieur à la moyenne mondiale. Cette moyenne englobe des revenus pouvant atteindre près de 40 200 USD par habitant et par an dans les économies très développées d'Europe occidentale, contre seulement 13 400 USD dans les pays de l'Est pauvres en ressources, et à peine 5 200 USD en Asie centrale. Ayant enregistré un net rebond après la récession due à la pandémie de COVID-19 en 2021, la région a réussi à maintenir en moyenne une croissance positive pendant la période de référence 2021-23 en dépit de défis tels que la guerre de la Russie contre l'Ukraine, la flambée des prix de l'énergie y afférente en 2022 et la nécessité de maîtriser l'inflation alimentaire élevée persistante. En raison de la diminution du soutien de l'activité par la voie budgétaire et du resserrement de la politique monétaire, la croissance a ralenti, mais devrait rester positive. L'inflation ralentissant lentement et la politique monétaire approchant de la fin de son cycle de resserrement, la croissance du PIB par habitant devrait atteindre 1.2 % en 2024 et, à moyen terme, 1.6 % en moyenne par an. Les risques pour la croissance persistent, en particulier dans les économies pauvres en ressources ou dépendant de leur vaste secteur manufacturier, lesquels sont confrontés à une faible demande extérieure et sont plus exposés aux prix élevés de l'énergie.

Compte tenu des différents stades de développement des pays, la part des secteurs primaires de l'agriculture, de l'exploitation forestière et de la production halieutique et aquacole dans le PIB varie de 2 % dans l'Union européenne à 7 % en Asie centrale. De même, la part de l'alimentation dans le budget des ménages est estimée en moyenne à 10 % dans la région pour la période 2021-23 (allant de quelque 6 % au Royaume-Uni à environ 16 % en Türkiye et même plus dans de nombreux pays d'Asie centrale).² L'inflation des produits alimentaires dans la région a en moyenne été de 10 % entre 2021 et 2023, ce qui représente une hausse importante par rapport aux cinq années précédentes (2.4 %). Les répercussions de cette augmentation, ainsi que la modération continue pendant la période de projection, sur la sécurité alimentaire sont plus lourdes pour les pays et les ménages qui consacrent une part plus importante de leur revenu total à l'alimentation. Cela apparaît clairement dans la montée en flèche de la prévalence de l'insécurité alimentaire modérée et grave en Asie centrale en 2021, malgré le rétablissement des revenus. En dépit des améliorations enregistrées en 2022, l'insécurité alimentaire continue d'être nettement plus élevée qu'avant la pandémie ; cela étant, la baisse continue de l'inflation des produits alimentaires pourrait

accélérer les progrès à cet égard. Certains risques persistent néanmoins et la guerre de la Russie contre l'Ukraine, par exemple, pourrait ralentir les avancées dans la région.

La région Europe et Asie centrale est actuellement à l'origine de 15 % de la valeur de la production agricole, halieutique et aquacole mondiale, les principaux contributeurs étant l'Union européenne, le Royaume-Uni, la Russie, l'Ukraine, la Türkiye et le Kazakhstan. Cette part pourrait régresser à 14 % à l'horizon 2033, en raison de la forte diminution de la capacité de production due à la guerre de la Russie contre l'Ukraine et à l'importance accrue accordée à la durabilité au sein de l'Union européenne.

Ces dernières années, le secteur agricole de la région a dû relever avec succès de nombreux défis, dont nombre auront des répercussions à long terme. Les perturbations des chaînes d'approvisionnement et les goulets d'étranglement logistiques dus à la pandémie de COVID-19 ont en grande partie diminué, mais l'épidémie a également recentré l'attention sur les chaînes d'approvisionnement plus courtes et locales et permis de sensibiliser davantage aux habitudes alimentaires saines, lesquelles devraient persister. De même, un grand nombre de chocs initiaux liés à la guerre de la Russie contre l'Ukraine, tels que la flambée des prix de l'énergie, des engrais et des produits agricoles se dissipent, mais l'évolution de la structure des échanges pourrait persister. Si de nombreuses incertitudes demeurent concernant une possible résolution du conflit, les dommages importants subis par les infrastructures suggèrent que le rétablissement de la capacité de production sera lent. Par conséquent, la hausse remarquable des exportations en provenance de l'Europe de l'Est observée ces dix dernières années devrait ralentir considérablement.

L'Union européenne génère 47 % de la valeur de la production agricole, halieutique et aquacole de la région. Ses stratégies « De la ferme à la table » et en faveur de la biodiversité témoignent de la priorité accordée à la durabilité et au renforcement de la résilience. La stratégie « De la ferme à la table » partage la vision d'un système alimentaire équitable, sain, durable et respectueux de l'environnement. Elle pourrait exercer une influence sur l'évolution de la demande, les échanges, la compétitivité et la croissance de la production dans la région. Les réformes de la politique agricole commune ont renforcé son volet environnemental, notamment le cadre amélioré de l'appui aux bonnes pratiques agricoles et environnementales, et les incitations à adopter des pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement et du climat.

Parallèlement, l'importance accrue accordée par l'Union européenne à la durabilité ainsi que le durcissement du cadre réglementaire y afférent applicable dans le domaine de l'environnement et du climat sont susceptibles d'alourdir les coûts de production et, ce faisant, risquent d'éroder la compétitivité de ses producteurs. Les innovations visant à obtenir des gains de productivité durables suffisants en vue de compenser les coûts supplémentaires seront essentielles pour renforcer la résilience du secteur agricole face aux chocs exogènes dont la fréquence et l'intensité augmenteront sans doute.

Production

Ralentissement de la croissance sur fond de guerre menée par la Russie contre l'Ukraine et de durcissement de la législation environnementale

D'ici à 2033, la valeur nette de la production des secteurs agricole, halieutique et aquacole dans la région Europe et Asie centrale ne devrait augmenter que de 7 % par rapport à la période de référence 2021-23. Cela représente moins de la moitié de la croissance atteinte ces dix dernières années et reflète un ralentissement significatif en Europe. Dans le contexte de la guerre en Ukraine, la croissance en Europe de l'Est s'essouffle, passant de 30 % ces dix dernières années à seulement 13 % pendant la période de projection. Si l'Ukraine est supposée atteindre une capacité de production inédite en 2033, le relèvement demandera du temps et la croissance de la production en Europe de l'Est devrait être dominée par la Türkiye (25 %) et la Russie (7 %). En Europe occidentale, on prévoit une croissance de la production

de seulement 1.6 % en 2033, en raison du ralentissement de la croissance au sein de l'Union européenne, tandis qu'en Asie centrale, l'expansion rapide au Kazakhstan devrait stimuler une croissance de 24 %.

La croissance repose en grande partie sur les gains de productivité, dans la mesure où la surface agricole devrait diminuer de 3,4 Mha, dans la continuité des évolutions passées. Cette diminution est presque exclusivement attribuée à la superficie des pâturages. Ce phénomène, concentré en Europe, n'est pas uniforme d'un secteur à l'autre. En Europe occidentale, les surfaces cultivées et les pâturages devraient diminuer, tandis qu'en Europe de l'Est et en Asie centrale, le recul prévu des pâturages est en partie compensé par une légère hausse des terres utilisées pour la production végétale.

Les cultures représentent près de 40 % de la valeur totale produite par les secteurs agricole, halieutique et aquacole dans la région. Une hausse de 0.7 % par an suffira à maintenir cette proportion d'ici à 2033. Cette croissance s'explique à la fois par l'amélioration des rendements permise par l'innovation technologique dans l'ensemble de la région et par l'intensification en Asie centrale. Une hausse des rendements annuels est attendue pour toutes les grandes cultures, de l'ordre de 0.5 % pour les oléagineux à 0.8 % pour les légumineuses. Cette hausse repose en partie sur le recours accru aux engrais ; après l'envolée enregistrée en 2022, la normalisation des prix se poursuit. D'ici à 2033, l'épandage par hectare devrait augmenter de 8 % – une progression similaire à celle observée ces dix dernières années, mais concentrée en Europe de l'Est et en Asie centrale – et de 5 % en Europe occidentale.

En ce qui concerne le panachage des cultures, peu de changements sont attendus, car l'accroissement de la production devrait être majoritairement associé aux céréales et aux oléagineux, essentiellement en provenance d'Europe de l'Est. La Russie, en particulier, devrait conserver un niveau de croissance soutenu pour le maïs (26 %), le blé (15 %), le soja (28 %) et les autres graines oléagineuses (17 %) au cours des dix prochaines années. En 2033, le pays devrait produire 43 % du soja, 29 % d'autres oléagineux et 30 % du blé de la région. Cette progression sera due à la fois à une expansion des surfaces cultivées et à une hausse des rendements, avec 2.2 Mha supplémentaires consacrés à ces quatre cultures d'ici à 2033 par rapport à la période de référence 2021-23. La hausse des rendements devrait par ailleurs dépasser 1 % par an pour le blé et le maïs et continuer de frôler les 1 % pour les oléagineux. Une forte augmentation de la production de blé est également attendue en Türkiye (23 %) et au Kazakhstan (26 %) d'ici à 2033. Si l'Ukraine a largement contribué à l'augmentation de la production par le passé, le relèvement qui l'attend à l'issue du conflit actuel limitera ses perspectives de croissance.

La production animale représente la moitié de la valeur totale de la production agricole, halieutique et aquacole dans la région, soit la part la plus élevée de toutes les régions présentées dans ce chapitre. Elle devrait connaître une croissance moins rapide que la production végétale, à raison de seulement 0.5 % par an. Près de 60 % de la valeur de l'élevage à l'échelle de la région est produite en Europe occidentale, mais ce pourcentage devrait diminuer pour passer à 56 % d'ici à 2033 du fait de la transition à l'œuvre en faveur de la durabilité écologique. Une croissance plus vigoureuse en Europe de l'Est et en Asie centrale permettra à ces régions d'accroître leur contribution, pour atteindre respectivement 33 % et 11 % de la production animale totale de la région. La viande représente environ un tiers de la production animale, la viande de porc arrivant en tête du classement. La volaille représente cependant la majeure partie de la viande supplémentaire produite et devrait atteindre 38 % de la production totale de viande d'ici à 2033. À l'inverse, la production de viande porcine devrait reculer d'ici à 2033, tandis que celle de la viande bovine progresse lentement, à raison de à peine 2.6 % sur cette période de dix ans. Plus de la moitié du surcroît de production de viande de volaille est enregistré en Europe de l'Est, où les excédents de céréales fourragères et les législations environnementales moins strictes renforcent la compétitivité.

L'hégémonie de l'Europe occidentale s'étend également aux produits laitiers, avec 47 % de la production totale contre 39 % pour l'Europe de l'Est et 14 % pour l'Asie centrale. L'Union européenne représente près de 90 % de la production laitière en Europe occidentale, mais un recul de 11 % de son cheptel bovin d'ici à 2033, par rapport à la période de référence 2021-23. D'après les projections concernant la hausse des

rendements, la diminution de la production devrait être minime. En revanche, la production laitière devrait augmenter de 10 % en Europe de l'Est et de 22 % en Asie centrale, entraînant une hausse nette de 3.5 % dans la région. L'augmentation rapide en Asie centrale repose sur l'extension escomptée du cheptel de bovins (8 %) et la hausse des rendements de la production laitière (13 %), tandis qu'en Europe de l'Est, elle tient principalement à l'amélioration des rendements.

La production halieutique et aquacole représente 12 % de la production agricole totale, mais sa croissance de 10 % d'ici à 2033 ne suffira pas à maintenir cette position. L'importance de l'aquaculture ne cesse de croître et, d'ici à 2033, elle devrait représenter 24 % de la production halieutique et aquacole totale. Le secteur de l'aquaculture affiche ainsi une croissance de 1.9 % par an, contre seulement 0.6 % pour la pêche.

D'ici à 2033, les émissions directes de GES liées à l'agriculture devraient diminuer au niveau régional, quoique seulement de 0.6 %. Elles devraient notamment baisser de 4 % en Europe occidentale et dans l'Union européenne, mais augmenter de 1 % en Europe de l'Est et de 9 % en Asie centrale, où les cheptels continuent de s'agrandir. La hausse de la productivité est telle que le volume de ces émissions rapporté à la valeur de la production agricole devrait diminuer de 8 % par rapport à la période de référence 2021-23. Les *Perspectives* de cette année présentent un scénario qui simule l'impact d'une réduction de moitié des pertes alimentaires le long des chaînes d'approvisionnement et du gaspillage alimentaire au niveau de la vente au détail et des consommateurs d'ici 2030 (ODD 12.3.). Le scénario projette pour la région une réduction des émissions régionales d'origine agricole de 3 % par rapport au niveau de référence, et, parallèlement, un accroissement de l'apport calorique. Cela signifie que d'ici à 2030, les émissions de GES d'origine agricole pourraient baisser de 3.5 % par rapport à leur niveau moyen de la période de référence 2021-23.

Consommation

Des tendances divergentes concernant les aliments d'origine animale, en baisse en Europe occidentale et en hausse en Asie centrale

Malgré le revenu relatif élevé et la maturité de la base de consommateurs dans une grande partie de la région, les crises que constituent notamment la pandémie de COVID-19, la guerre menée par la Russie contre l'Ukraine, la hausse du coût de la vie et l'inflation alimentaire élevée ont eu des répercussions importantes. Au niveau régional, l'insécurité alimentaire modérée à grave a atteint son plus fort niveau en 2021 avant de diminuer légèrement en 2022, les perturbations liées à la pandémie de COVID-19 étant moins importantes. Face à une inflation alimentaire élevée persistante, le relèvement n'a pas été suffisant pour ramener l'insécurité alimentaire au niveau pré-pandémique. Les questions d'accessibilité financière sont particulièrement sensibles dans les régions où les mesures d'aide au revenu sont insuffisantes et où une part plus large du budget des ménages est consacrée à l'alimentation. De plus, en Europe de l'Est, la guerre en Ukraine a engendré toute une série de nouveaux problèmes de sécurité alimentaire et de perturbation des chaînes d'approvisionnement, du fait du déplacement de millions de personnes, des dégâts subis par les infrastructures et les circuits de distribution ainsi que d'une importante volatilité des prix, d'où l'aggravation de la sécurité alimentaire en 2022. Le ralentissement de l'inflation alimentaire aidant, la disponibilité moyenne en calories dans la région a augmenté en 2023 et cette tendance devrait s'accroître du fait de l'amélioration de l'accessibilité financière des produits alimentaires pendant la période de projection.

La disponibilité en calories par habitant et par jour dans la région est bien supérieure à la moyenne mondiale et, d'ici à 2033, une hausse de 3 %, ou 98 kcal par personne, devrait la porter à plus de 3 400 kcal par personne. L'hétérogénéité des niveaux de revenu et des préférences des consommateurs souligne les différences au sein de la région. En Europe de l'Est et en Asie centrale, l'amélioration de l'accessibilité financière des produits alimentaires au cours de la période de projection contribue à une

hausse de 7 % des calories disponibles à la consommation. D'après le scénario des *Perspectives* sur l'hypothèse d'une réduction de moitié du gaspillage et des pertes alimentaires d'ici à 2030, conformément aux cibles des ODD, l'apport en calories en Europe de l'Est et en Asie centrale pourrait croître respectivement de 1.9 % et de 3.7 % par rapport au niveau de référence, augmentation qui s'accompagnerait d'une baisse des émissions de GES. Cela signifie que, d'ici à 2030, l'apport calorique pourrait y augmenter respectivement de 7.2 % et de 9.4 % par rapport à son niveau moyen de la période de référence 2021-23. En Europe occidentale, la disponibilité totale de calories ne devrait pratiquement pas changer d'ici à 2033 par rapport au niveau de référence, mais les préférences au sein de la base de consommateurs à revenu plus élevé et bien établie reflètent une prise de conscience croissante quant aux bienfaits d'une alimentation saine et aux répercussions de la filière alimentaire sur l'environnement. Si la crise du coût de la vie a mis en lumière les coûts associés à de telles préférences, ces dernières continueront d'exercer une influence déterminante sur la composition de la consommation alimentaire. Par conséquent, la consommation par habitant d'huile végétale et de produits d'origine animale devrait diminuer.

La disponibilité en protéines par habitant était supérieure de 21 % à la moyenne mondiale durant la période 2021-23. En 2033, elle ne devrait progresser que de 4 % pour atteindre 111 g par jour. La hausse attendue dans toute la région sera moins importante en Europe occidentale (1.8 %) qu'ailleurs, et y est exclusivement attribuée aux produits d'origine végétale, souvent considérés comme des alternatives saines et durables aux produits d'origine animale. En Europe de l'Est et plus encore en Asie centrale, les produits d'origine animale représentent une part plus importante des protéines supplémentaires consommées et, d'ici à 2033, les protéines d'origine animale devraient progresser de 7.5 % en Europe de l'Est et de 13 % en Asie centrale par rapport à la période de référence 2021-23. Si ces prévisions laissent entrevoir une certaine convergence au sein de la région, en 2033, la consommation de viande par habitant en Europe occidentale n'en restera pas moins plus élevée (52 kg) qu'en Europe de l'Est (46 kg) et qu'en Asie centrale (32 kg).

Au sein de l'Union européenne, la consommation de protéines est déjà élevée, la part des produits carnés étant légèrement plus importante que celle des produits laitiers. Les considérations environnementales devraient entraîner une baisse de 1.7 % de la consommation de viande par habitant d'ici à 2033 ; en revanche, la consommation de produits laitiers pourrait augmenter de 1.3 %. En 2033, la consommation de fromage restera plus de six fois plus élevée que la moyenne mondiale, et celle de beurre, deux fois plus élevée. En ce qui concerne la consommation de produits carnés, le recul des viandes porcine, bovine et ovine devrait être en partie contrebalancé par la hausse de la consommation de volaille, qui devrait atteindre plus de 30 % de la consommation totale de viande d'ici à 2033. En dépit d'une baisse de 5 % d'ici à 2033, la viande porcine maintiendra sa part de 50 % de la consommation totale de viande par habitant et continuera d'être plus de deux fois supérieure à la moyenne mondiale.

La consommation de produits halieutiques et aquacoles devrait augmenter de 0.3 % par an au cours des dix prochaines années, mais le recul de 9 % en Europe de l'Est d'ici à 2033 masque une hausse de près de 20 % en Asie centrale et de 6 % au sein de l'Union européenne. En Europe occidentale, les niveaux de consommation, déjà élevés, devraient être plus de deux fois supérieurs à la moyenne mondiale en 2033. À l'inverse, l'Asie centrale, qui part d'un niveau faible, enregistrera une hausse à peine suffisante pour atteindre 60 % de la consommation mondiale moyenne en 2033.

La région représente 23 % de la consommation mondiale d'aliments pour animaux, ce qui reflète l'importance relative des produits d'origine animale dans la production totale, ainsi que l'intensité des systèmes de production. Les perspectives de croissance sont similaires à celles de l'élevage, avec une nette décélération attendue dans les dix années à venir, la part de la région sur le marché mondial diminuant pour se situer à 21 %. L'utilisation totale de produits d'alimentation animale ne devrait augmenter que de 3.2 % d'ici à 2033, avec une baisse de 3 % en Europe occidentale, compensée par des hausses de 12 % en Europe de l'Est et de 26 % en Asie centrale. En Europe occidentale, le déclin de la

consommation d'aliments pour animaux est plus important que celui de la production animale, signe d'une certaine extensification des pratiques de production dans le contexte d'une législation environnementale plus rigoureuse. À l'inverse, l'Europe de l'Est et l'Asie centrale devraient intensifier les pratiques de production et les produits d'alimentation animale devraient enregistrer une croissance plus rapide que la production animale.

L'engagement de l'Union européenne à accroître sa production d'énergies renouvelables s'aligne sur son nouvel objectif ambitieux consistant à porter à 45 % leur part dans la consommation énergétique d'ici à 2030. La crise énergétique n'a fait qu'accélérer le développement des énergies renouvelables dans la région. Malgré la diminution attendue de la consommation d'essence et de diesel, en raison de la décarbonation des transports routiers et de la montée en puissance des véhicules électriques qui s'en est suivie, la consommation d'éthanol devrait augmenter de 5 %. La consommation de biodiesel devrait diminuer de près de 6 % au cours de la prochaine décennie. Au vu des problèmes de durabilité liés à l'huile de palme, classée à haut risque par la directive sur les énergies renouvelables récemment adoptée, de nombreux pays cessent d'y avoir recours aux fins de l'alimentation des animaux, et son utilisation pour la production de biodiesel devrait diminuer de près de 70 % d'ici à 2033.

Échanges

Le relèvement des exportations ukrainiennes dépendra de la résolution du conflit

Les échanges commerciaux en Europe et en Asie centrale sont parmi les plus dynamiques des régions présentées dans ce chapitre. Alors que la région comptait parmi les plus grands importateurs nets, son déficit commercial a diminué de plus de 50 % en l'espace de dix ans. Assurant près de 40 % des exportations supplémentaires au cours des dix dernières années, son importance sur les marchés mondiaux s'est également renforcée, bien qu'elle n'ait contribué que de 14 % à la croissance de la production mondiale. Cette évolution est essentiellement due à l'Europe de l'Est, en particulier à la Russie et à l'Ukraine, où les gains de productivité importants ont été nettement supérieurs à la faible croissance démographique. Cette place prépondérante sur les marchés mondiaux doit beaucoup aux exportations de céréales et d'huiles végétales principales, comme l'atteste la part de 33 % de l'Europe de l'Est dans les exportations mondiales de blé pendant la période de référence 2021-23. La guerre de la Russie contre l'Ukraine compromettant la capacité de cette dernière à accroître sa production, les exportations de la région devraient diminuer. La progression attendue de 22 % des exportations de l'Europe de l'Est d'ici à 2033 représente moins de la moitié de la croissance observée ces dix dernières années. La croissance se concentrera vraisemblablement en Russie et en Türkiye, où les exportations devraient s'accroître respectivement de 2.5 % et de 1.8 % par an. Les exportations de l'Europe occidentale devraient augmenter de 1.5 % par an ; sa contribution à la croissance des exportations totales de la région devrait donc être plus importante que par le passé. Ces hausses, associées à une croissance des exportations d'Asie centrale de l'ordre de 1.3 % par an, suffiront, d'ici à 2033, à produire un excédent commercial pour la région Europe et Asie centrale, lequel sera égal à son déficit actuel.

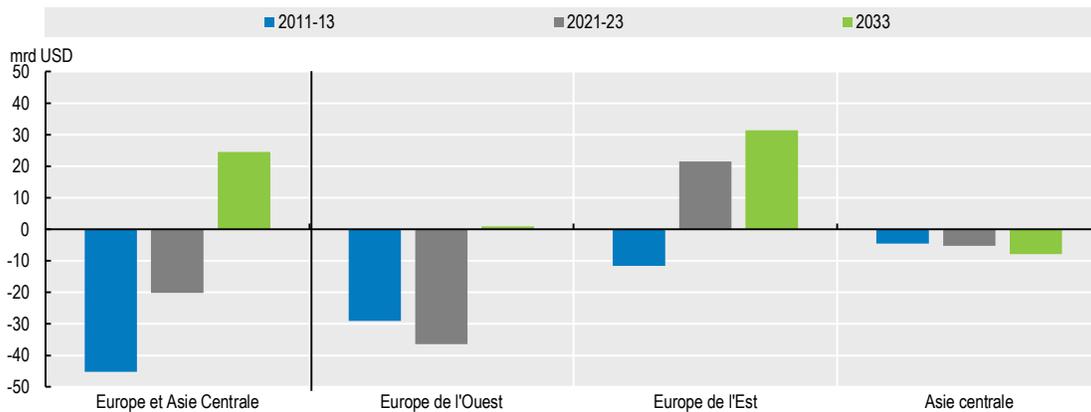
Portée par un excédent croissant au sein de l'Union européenne, l'Europe occidentale devrait passer d'un important déficit commercial pendant la période de référence 2021-23 à un léger excédent d'ici à 2033. Les excédents supplémentaires produits par l'Union européenne devraient en grande partie être dus aux fruits et légumes frais, dont les exportations pourraient progresser, respectivement de 21 % et de 26 % au cours de la prochaine décennie, ainsi qu'au blé, au sucre et aux produits laitiers à valeur ajoutée tels que le fromage. La région fournit déjà une part importante des exportations mondiales de fromage ; à l'horizon 2033, une progression de 25 % est prévue dans ce secteur, tandis que les exportations de blé et de sucre pourraient s'accroître respectivement de 10 % et de 15 %. L'excédent net est également dû à un ralentissement considérable des importations de l'Union européenne, qui s'explique par une demande atone et les préoccupations en matière de durabilité à l'origine d'une réduction de près de 50 % des importations d'huile de palme.

L'Europe et l'Asie centrale sont à l'origine de plus de 40 % de la valeur des exportations mondiales de produits animaux, dont près de 90 % proviennent de l'Union européenne. La progression des exportations de produits animaux de l'Union européenne devrait s'accroître pendant la période de projection en raison de la stagnation de la demande intérieure, et la part de l'Union européenne dans les exportations mondiales des mêmes produits pourrait atteindre 46 % d'ici à 2033. Cette évolution est principalement due à la croissance des exportations de produits laitiers. Compte tenu de la baisse de la production, les exportations de viande de l'Union européenne devraient diminuer de 6 %, mais ce recul concernera surtout le secteur porcin, tandis que les exportations de volaille devraient progresser de 11 %. Du fait de ce fléchissement, la région ne représentera plus que 32 % des échanges mondiaux de viande porcine.

La région est également une grosse exportatrice de produits halieutiques et aquacoles. Elle est à l'origine de 25 % du volume des exportations mondiales de produits halieutiques et aquacoles, soit la deuxième part la plus importante de toutes les régions présentées dans ce chapitre, derrière la région Asie et Asie du Sud-Est. Une hausse de 0.7 % par an suffira à maintenir cette proportion à 24 % d'ici à 2033. Au sein de la région, la Russie et la Norvège sont les principaux pays exportateurs.

En dépit de son orientation croissante vers les exportations, qui accroît son exposition aux perturbations commerciales, comme le conflit en mer Rouge et son incidence sur le transit par le canal de Suez, la région reste une importatrice majeure pour de nombreux produits agricoles. Celles-ci seront pour l'Union européenne de plus en plus influencées par les réglementations environnementales. Les importations de la région devraient augmenter de près de 9 % d'ici à 2033, ce qui représente une croissance bien plus faible qu'en Asie centrale (près de 31 %, mais par rapport à un niveau de référence plus faible). Du fait de cette orientation croissante vers les exportations en Europe, associée à une hausse des importations d'Asie centrale, une part substantielle des importations supplémentaires pourrait être enregistrée au sein de la région. Environ 20 % des importations supplémentaires en Asie centrale devraient concerner les produits d'origine animale, dont l'Union européenne est l'un des principaux fournisseurs.

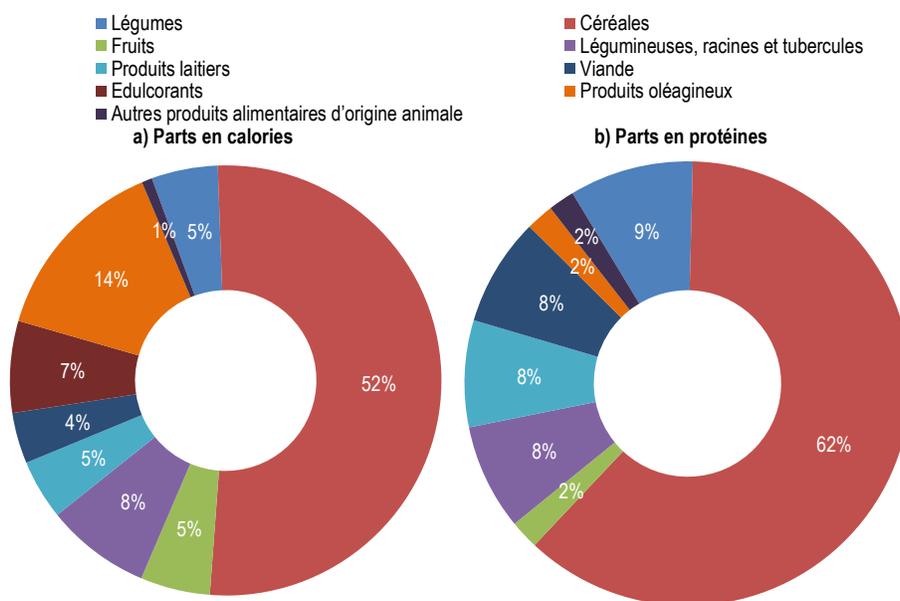
Graphique 1. Exportations nettes de produits agricoles, halieutiques et aquacoles de la région Europe et Asie centrale (produits transformés inclus)



Note : ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant du domaine « Indices commerciaux » de FAOSTAT et complétées à l'aide de la base de données élaborée pour les besoins des Perspectives. Les données relatives aux produits non étudiés dans les Perspectives ont été obtenues par extrapolation. Les produits transformés, habituellement absents des variables étudiées dans les Perspectives, sont également pris en compte dans les valeurs du total des échanges. Elles sont exprimées en USD constants de 2014-16.

Source : FAO (2024). Base de données de FAOSTAT sur les indices commerciaux, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data/TI> ; OCDE/FAO (2024), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

Graphique 2. Répartition du gaspillage et des pertes alimentaires en Europe et en Asie centrale, exprimés en calories et protéines, 2021-2023

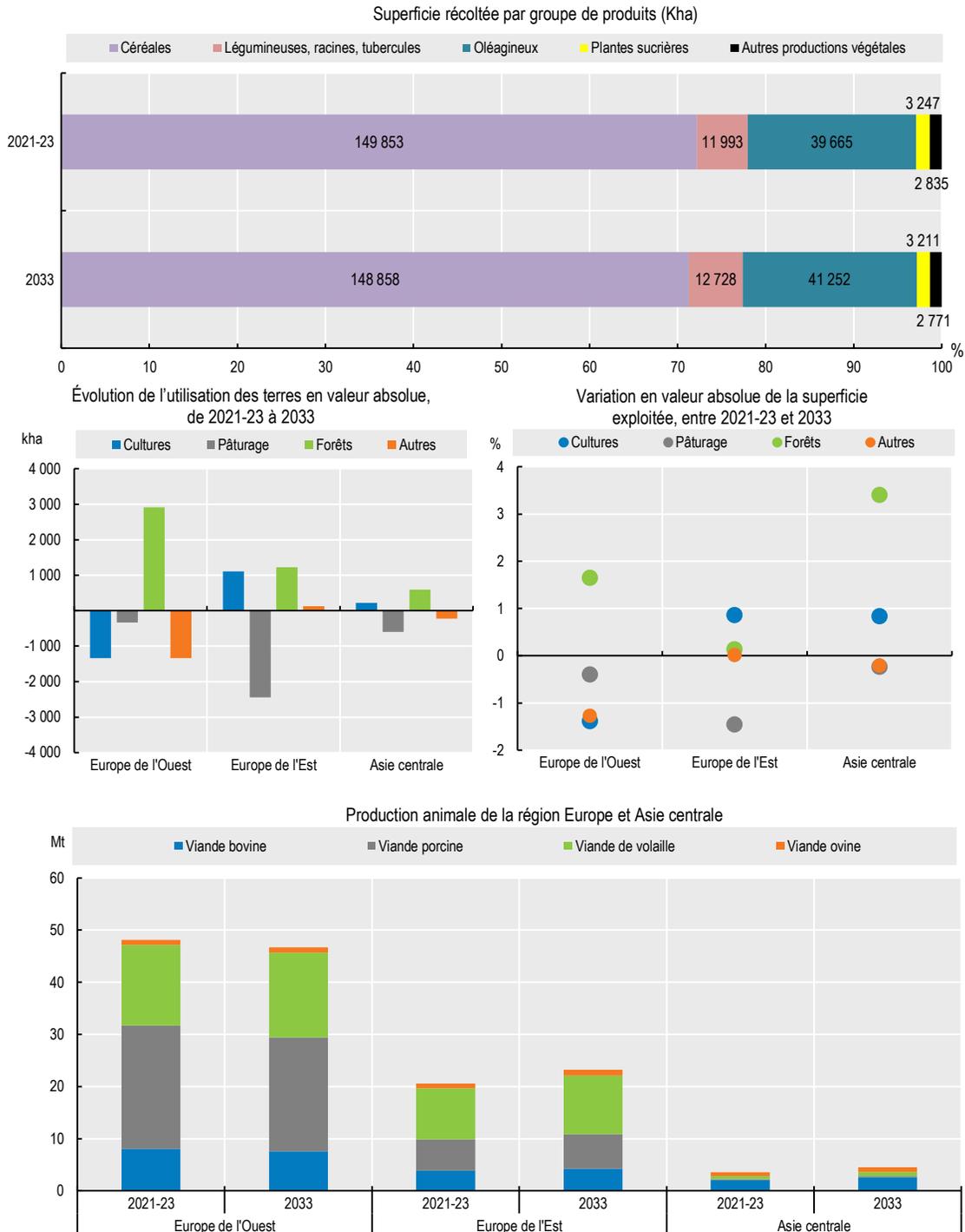


Note : Autres produits alimentaires d'origine animale incluent les œufs et le poisson.

Source : OCDE/FAO (2024), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink 2 <https://stat.link/a6optx>

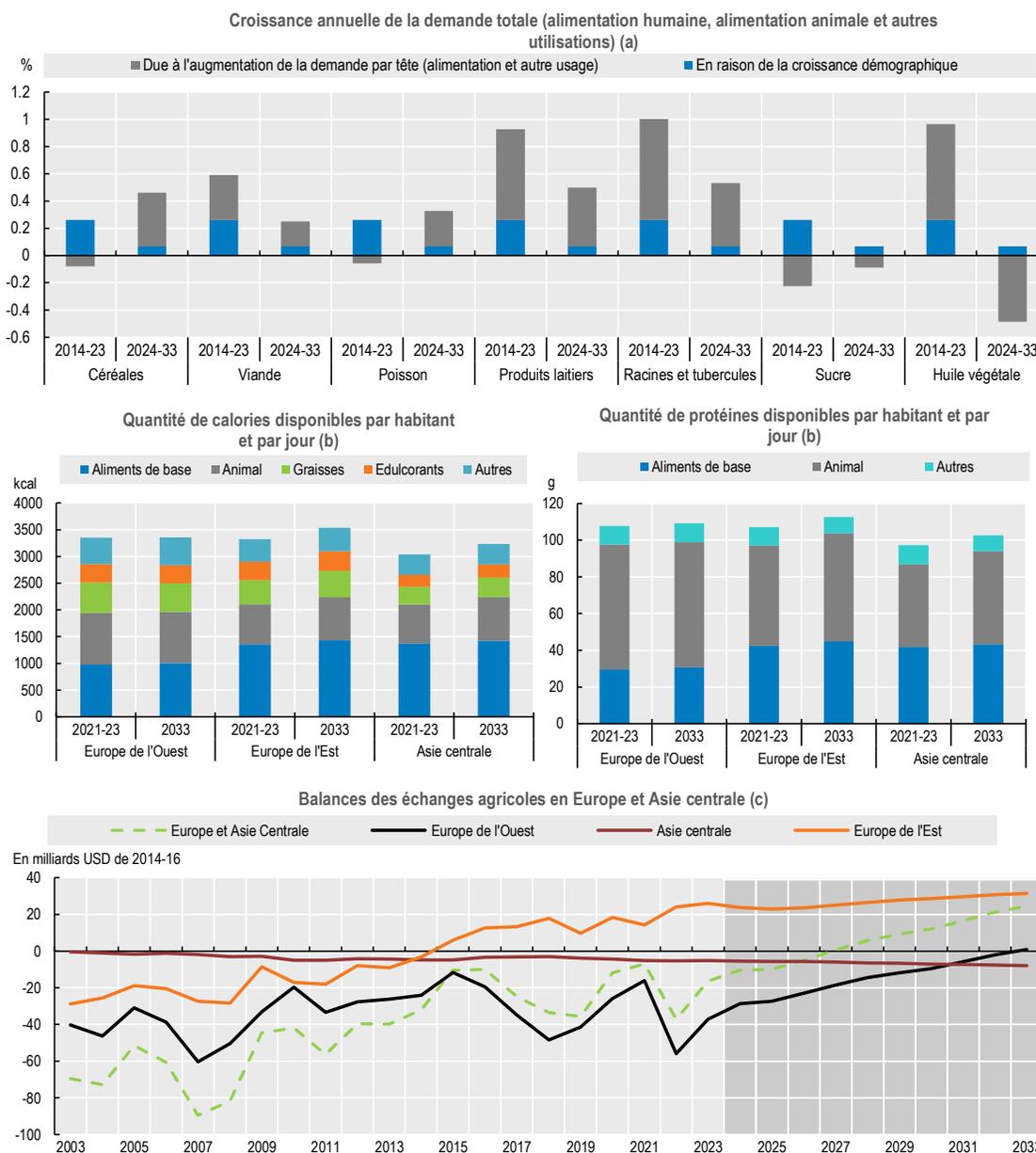
Graphique 3. Changement d'affectation des terres et production animale en Europe et en Asie centrale



Source : OCDE/FAO (2024), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <https://doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

StatLink 2 <https://stat.link/aluzqy>

Graphique 4. Demande en produits essentiels, quantités d'aliments disponibles et balances des échanges agricoles dans la région Europe et Asie centrale



Note : ces estimations sont fondées sur des séries chronologiques provenant des bases de données de FAOSTAT relatives aux bilans alimentaires et aux indices commerciaux et incluent des produits non considérés dans les Perspectives. a) La croissance démographique est calculée selon l'hypothèse que la demande par habitant demeure au niveau de l'année précédant la décennie. b) Matières grasses : beurre et huiles ; aliments d'origine animale : œufs, produits halieutiques et aquacoles, viande et produits laitiers hors beurre ; aliments de base : céréales, oléagineux, légumineuses et racines et tubercules. c) Inclut les produits transformés et la pêche (non couverte par l'indice du commerce FAOSTAT) sur la base des données des Perspectives.

Source : FAO (2024). FAOSTAT, Valeur de la production agricole (base de données), <http://www.fao.org/faostat/fr/#data/QV> ; OCDE/FAO (2024), « Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO », Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outil-data-fr>.

StatLink 2 <https://stat.link/oj8dwv>

Tableau 1. Indicateurs régionaux : Europe et Asie centrale

	Moyenne		2033	%	Croissance ²	
	2011-13	2021-23 (base)			Variation entre la période de référence et 2033	2014-23
Hypothèses macroéconomiques						
Population (000)	902 528	931 028	938 211	0.77	0.26	0.07
PIB par habitant ¹ (kUSD)	24.36	27.80	32.88	18.28	1.32	1.55
Production (mrd USD de 2014-16)						
Valeur nette de la production agricole, halieutique et aquacole ³	392.9	454.6	487.3	7.20	1.21	0.62
Valeur nette de la production végétale ³	151.7	176.3	190.8	8.26	0.98	0.72
Valeur nette de la production animale ³	193.2	225.0	237.8	5.69	1.52	0.47
Valeur nette de la production halieutique et aquacole ³	48.0	53.3	58.6	10.07	0.69	0.92
Quantité produite (kt)						
Céréales	523 947	595 937	634 033	6.39	0.34	0.79
Légumineuses	8 295	12 928	15 595	20.62	2.51	1.78
Racines et tubercules	28 338	31 035	33 492	7.92	0.83	0.54
Oléagineux ⁴	60 270	88 457	99 540	12.53	2.95	0.79
Viande	62 503	72 247	74 451	3.05	1.14	0.35
Produits laitiers ⁵	26 077	29 706	31 536	6.16	0.94	0.52
Produits halieutiques et aquacoles	17 140	18 712	19 844	6.05	0.45	0.91
Sucre	26 818	28 164	29 853	6.00	0.47	0.11
Huile végétale	25 978	35 921	38 431	6.99	2.79	0.40
Production de biocarburants (mln L)						
Biodiesel	11867	19432	18800	-3.25	4.87	0.08
Éthanol	7 356	8 049	8 994	11.73	0.52	1.04
Superficie exploitée (kha)						
Superficie agricole totale	771 812	763 942	760 556	-0.44	-0.08	-0.01
Superficie totale affectée à la production végétale ⁶	252 469	251 913	251 905	0.00	0.07	0.09
Superficie totale des pâturages ⁷	519 343	512 029	508 651	-0.66	-0.15	-0.06
Émissions de GES (Mt éq. CO2)						
Total	750	772	767	-0.65	-0.02	-0.04
Imputables à la production végétale	188	198	201	1.48	0.03	0.27
Imputables à la production animale	547	555	545	-1.74	-0.09	-0.16
Demande et sécurité alimentaire						
Consommation alimentaire quotidienne en calories par habitant ⁸ (kcal)	3 262	3 311	3 409	2.98	0.35	0.23
Consommation alimentaire quotidienne en protéines par habitant ⁸ (g)	101.9	106.4	110.7	4.0	0.6	0.4
Consommation alimentaire par habitant (kg/an)						
Aliments de base ⁹	159.8	162.4	169.8	4.52	0.07	0.41
Viande	45.3	47.1	48.0	2.01	0.16	0.15
Produits laitiers ⁵	26.4	28.2	29.7	5.19	0.58	0.43
Produits halieutiques et aquacoles	18.4	17.2	17.5	1.42	-0.63	0.03
Sucre	34.6	32.9	32.6	-0.75	-0.12	-0.11
Huile végétale	17.6	19.9	19.6	-1.23	0.01	-0.52
Échanges (mrd USD de 2014-16)						
Échanges nets ³	- 45	- 20	25	-221.85		
Valeur des exportations ³	446	584	681	16.61	2.22	1.55
Valeur des importations ³	491	604	657	8.66	2.13	0.91
Taux d'autosuffisance alimentaire (calories) ¹⁰	100.9	106.4	111.4	4.65	0.25	0.39

Notes : 1. En USD constants de 2010. 2. Taux de croissance estimés par les moindres carrés (voir glossaire). 3. Valeurs calculées selon la méthode de FAOSTAT, à partir de l'ensemble de produits représenté dans le modèle Aglink-Cosimo. 5. En équivalent extrait sec. 6. La superficie tient compte des parcelles donnant lieu à plusieurs récoltes de grandes cultures. 7. Terres disponibles pour le pacage. 8. Quantité d'aliments disponibles, et non la quantité absorbée. 9. Céréales, oléagineux, légumineuses, racines et tubercules. 10. Production / (production + importations - exportations)*100.

Source : FAO (2024). Base de données de FAOSTAT sur les bilans alimentaires et les indices commerciaux, <https://www.fao.org/faostat/fr/#data> ; OCDE/FAO (2024), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <http://dx.doi.org/10.1787/agr-outl-data-fr>.

Notes

¹ Pour les régions mentionnées, voir le tableau récapitulatif du regroupement régional des pays.

² Source : OCDE-FAO interpolée pour 2018-20 à partir de la base de données du Projet d'analyse des échanges mondiaux (GTAP) de 2011, avec les données relatives aux dépenses alimentaires et aux PIB exploitées dans les présentes *Perspectives*.